

Critique de la
Raison
Européenne



Souveraineté

Les cahiers de Critique de la raison européenne

Syriza au pouvoir Une fissure dans le mur de Berlin ?



Le retour de Périclès, p.3

La rébellion grecque, p.7

Entretien avec Olivier Delorme :
« Tsipras ne peut conduire une
autre politique qu'en sortant
de la cage de fer de l'euro », p.5

La Grèce dos au mur ?, p.9

Syriza n'est (presque) pas
seule, p.10

« Tsipras ne peut conduire une *autre politique* qu'en sortant de la cage de fer de l'euro »

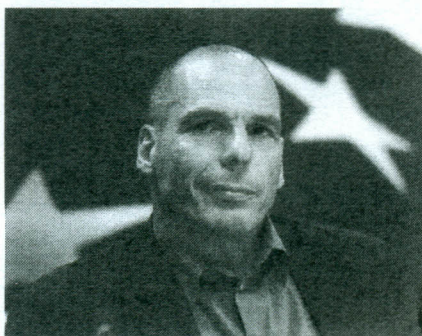
Olivier Delorme est écrivain, spécialiste de l'histoire de la Grèce et auteur de *La Grèce et les Balkans* (2013). Il a par ailleurs enseigné l'histoire des relations internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Entretien.

Le premier mois au pouvoir de Syriza a été marqué sur la scène européenne par d'intenses négociations sur la question de la dette et d'un prolongement du plan d'aide négocié en 2012. Tsipras avait-il raison de renégocier un nouveau prêt de la part de la Troïka, en espérant obtenir des conditions lui permettant d'appliquer l'essentiel de son programme, plutôt que de choisir de quitter purement et simplement la zone euro ?

Olivier Delorme : La négociation entre le nouveau gouvernement grec et les autres Européens a essentiellement porté sur deux points : la fin du régime dit de la Troïka et les conditions d'une prolongation de la soi-disant « aide financière ». L'ancien gouvernement (droite et socialistes), que les sondages donnaient perdant depuis des mois, avait anticipé l'élection présidentielle devant provoquer des législatives afin que son successeur se retrouve prisonnier de l'échéance de fin février (*NDLR : la fin du second programme d'aide international*). Aussi le cabinet Tsipras a-t-il dû négocier et faire des concessions – que certains ont interprétées comme un renoncement – pour gagner du temps, sauf à devoir gérer, dans l'urgence, une sortie de l'euro et un défaut de paiement, avant même d'avoir pu mettre en place ses premières mesures. En réalité, Varoufakis et Tsipras ont opéré une véritable révolution copernicienne : ce ne sont plus la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire

international qui imposeront aux autorités constitutionnelles grecques, et au mépris des droits du Parlement, des réformes élaborées par des instances étrangères et sans légitimité démocratique, mais les autorités constitutionnelles grecques qui proposent aux créanciers des réformes destinées à remettre la Grèce sur pied et à la rendre capable de rembourser (une partie de) sa dette. Ils ont aussi fait reconnaître à leurs partenaires européens, dans le document listant les réformes, l'état de crise humanitaire qu'a provoqué... la politique de la Troïka. Ce document prévoit, par exemple, la fourniture d'électricité gratuite, « l'accès à la nourriture, à un logement, aux soins » pour les plus démunis. Dans son esprit, non néolibéral, ce document est donc aux antipodes des réformes imposées par la Troïka, et met l'accent sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales de la caste sociale dirigeante, économique et politique, aux privilèges de laquelle la Troïka s'était bien gardée d'attenter.

Mais rien n'est joué sur le fond.



Le gouvernement a gagné quatre mois ; il lui faut maintenant prouver à la population (la confiance dépasse les 80 %) qu'il peut conduire une « autre politique » et améliorer son sort. Or ceci est, à mon avis, impossible dans la cage de fer de l'euro. Mon analyse, qui n'est pas une certitude, c'est qu'après avoir acheté ces quatre mois, le gouvernement va les mettre à profit pour préparer techniquement la sortie de l'euro et convaincre son opinion (qui y reste majoritairement attachée par peur des conséquences du retour à la drachme) qu'elle est nécessaire.

Sur quels atouts la Grèce pourrait-elle encore s'appuyer en cas de sortie de la zone euro, malgré les résultats de la politique d'austérité menée depuis la crise de 2008 ?

OD : Les politiques de la Troïka ont fait perdre à la Grèce 25 % de son PIB et 30 % de sa production industrielle en cinq ans, elles ont entraîné une reprise de l'émigration, qui touche les mieux formés, engagé un démantèlement de l'enseignement supérieur qui menace l'avenir. Malgré les baisses de salaire (30 à 40 %), la désintégration du droit du travail et de l'État social, la compétitivité a baissé... Et les sanctions européennes contre la Russie ont touché l'agriculture comme le tourisme (la baisse du rouble a provoqué la faillite de plusieurs tour-opérateurs russes qui ont laissé des milliers de nuitées impayées en Grèce). Je pense que la dette ne se résorbera pas sans défaut partiel ni sans inflation et que ce qui reste de l'économie grecque ne peut redémarrer sans une dévaluation – interdites l'une et l'autre par les malfaçons de l'euro. Mais outre le tourisme et l'armement maritime, la Grèce n'est pas privée d'atouts avec des industries chimique, cosmétique, pharmaceutique où la recherche est

innovante, l'agroalimentaire, l'aluminium, les industries extractives, des secteurs d'avenir comme l'océanographie, les biotechnologies médicales ou la biologie cellulaire.

Au-delà d'un revirement économique, l'arrivée de Syriza au pouvoir semble aussi marquer des évolutions sur le plan des relations extérieures, avec notamment des déclarations favorables du nouveau gouvernement grec envers la Russie. Quelle pourrait être la nature des liens gréco-russes, et quels avantages la Grèce pourrait-elle en attendre ?

OD : La Grèce a toujours eu des liens étroits avec la Russie, hors le temps de guerre froide. Elle doit en partie son indépendance (1830) et l'achèvement de sa construction territoriale (1912-1913) à des initiatives militaire ou diplomatique russes. En outre, les deux pays sont orthodoxes. Pour la Russie, à la sortie des Dardanelles, la Grèce a toujours eu une position importante et Vladimir Poutine a une stratégie méditerranéenne, dont témoigne sa récente et fructueuse visite à l'Égypte du maréchal Sissi que snobe Washington.

L'annulation par la Russie, en décembre 2014, de la construction du gazoduc South Stream vers l'Italie et l'Autriche, en rétorsion aux sanctions européennes, a été suivie d'un accord gazier avec la Turquie. Le prolongement du tuyau et des fournitures à prix d'ami seraient d'un grand intérêt pour la Grèce qui, en l'absence de solidarité européenne, doit renoncer depuis 1974, sous menace de guerre d'Ankara, à mettre en valeur les probables ressources en hydrocarbures de l'Égée. Moscou serait-elle également prête à allouer une aide financière, comme elle vient de le faire pour la Hongrie ? Des déclarations russes l'ont laissé

entendre.

En tout cas, de plus en plus de Grecs disent que le choix européen n'est pas une option unique et contrainte. Quant au nouveau ministre des Affaires étrangères, il a rappelé à Bruxelles que la politique étrangère commune est intergouvernementale et qu'il est inacceptable qu'Athènes n'ait pas été consultée sur une déclaration concernant de nouvelles sanctions contre la Russie. Puis, lors de son premier voyage à l'étranger, à Chypre où le « plan d'aide » européen a ponctionné les dépôts bancaires, dont ceux des Russes très présents dans l'île, Tsipras a affirmé que la Grèce et Chypre avaient pour vocation d'être un pont entre l'UE et la Russie.

Enfin, entre la Syrie, le chaos libyen (la base aérienne occidentale la plus proche est celle de Souda en Crète) et la Turquie d'Erdogan, en pleine dérive islamiste, autoritaire et mégalomane, qui blanchit le pétrole de contrebande, première ressource de Daesh, et considère les Kurdes syriens et du PKK comme ses propres ennemis, alors que sur le terrain, ceux-ci combattent les jihadistes, Washington a tout intérêt à une Grèce solide – ce qui a sans doute pesé dans les déclarations du président Obama sur l'impossibilité de continuer à pressurer un pays en dépression.

La rébellion grecque

*« La honte sauve plus de gens qu'elle n'en fait périr ;
Mais pour celui qui fuit, il n'est ni gloire ni secours. »*
Homère, l'Iliade

L'histoire de la nation hellénique est celle d'un peuple conscient de lui-même à outrance, surestimant ses forces, ignorant ses faiblesses. C'est l'histoire d'un peuple, souvent dominé, trompé, trahi, jamais abattu. L'événement « Syriza » de janvier dernier est une revanche sur cette histoire. Qu'il connaisse ou non une fin tragique, il restera un puissant message adressé à toute l'Europe.

Après cinq siècles de domination ottomane, la Grèce se libère en 1832 et donne naissance à un Etat bancal, un petit royaume largement soumis aux intérêts des grandes puissances française, russe et surtout britannique. Cette nouvelle Grèce est si peu viable qu'elle fait faillite en 1893. Ses finances sont alors soumises au contrôle d'une Commission financière internationale (CFI) composée de représentants britanniques, français, allemands,

italiens et autrichiens et siégeant à Athènes. A peine né, le pays est déjà humilié. Pourtant, le peuple hellène ne perdra jamais ce sentiment de grandeur puisé dans son Histoire antique. Il s'illustre lors des guerres balkaniques (1911-1913) qui lui permettent de conquérir la Macédoine et la Thrace. Mais l'épisode glorieux est de courte durée. Le désastre d'Asie Mineure en 1922 marquera durablement la conscience collective grecque. Le petit pays, à qui les puissances européennes avaient fait miroiter l'espérance d'un rôle de puissance régionale, est finalement abandonné par ses alliés, après une formidable percée en Anatolie. La domination britannique dans l'entre-deux-guerres sera plus intense que jamais, en témoigne l'histoire tragi-comique de ce confesseur de la haute société grecque, authentique pope, et agent de